PLAIDOYER DE POCHE

KIT POUR DÉBATTRE PARTOUT EN FRANCE

JEUNES HORIZONS

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier nos secrétaires nationaux et les groupes de travail du Pôle Idées qui ont offert aux jeunes contributeurs un espace d'expression précieux.

Merci évidemment à tous les jeunes qui, depuis presque quatre ans, travaillent dans l'ombre pour faire vivre cette dynamique. Leur rigueur, leur sens du collectif et leur fidélité à l'idée qu'on peut penser la France autrement sont la meilleure preuve que, lorsqu'elle travaille avec humilité et sérieux, la jeunesse a toute sa place dans l'élaboration d'un projet politique.

Merci enfin à Édouard Philippe, pour la liberté de ton qui nous est donnée. Elle est à la fois rare et précieuse.

CE DOCUMENT EST *un plaidoyer.*

Ce document n'est pas un programme. Il n'a pas la prétention d'être exhaustif et n'engage ni Horizons, ni Edouard Philippe. Il traite de sujets que nous jugeons trop souvent ignorés et trace une direction. Nous espérons qu'il saura convaincre et inspirer au-delà de notre génération.

Il est à la disposition de l'ensemble des Jeunes Horizons et de tous ceux qui souhaitent défendre des propositions ambitieuses pour notre pays.

C'est le plaidoyer d'une jeunesse marquée par les crises, qui a plus souvent connu les fractures que l'unité. Une jeunesse consciente que sa voix pèse moins que celle de ses aînés, mais qui choisit de prendre son destin en main.

C'est le plaidoyer d'une jeunesse qui veut vivre en sécurité, dans une France qui permet l'émancipation de tous. Une jeunesse qui veut permettre à chacun de s'épanouir, de trouver sa voie, de vivre dignement, d'accéder à la propriété, de fonder une famille.

Notre conviction est simple : l'État doit regarder en face les bouleversements récents et se concentrer sur l'essentiel. Le modèle actuel, né au sortir de la guerre et façonné pendant les Trente Glorieuses, n'a pas intégré les transformations profondes du monde : travail des femmes, vieillissement, baisse de la natalité, retour de la guerre, migrations, urgence climatique, révolution numérique.

C'est le plaidoyer d'une jeunesse libérale, écolo, féministe et attachée à la souveraineté et à la puissance de son pays. Une jeunesse convaincue qu'à force de vouloir tout faire, l'État fait mal ce qui compte le plus : transmettre, préserver la cohésion nationale, protéger les plus fragiles, rétablir l'autorité et créer les conditions d'une prospérité partagée, afin d'assurer la grandeur de la France.

NOUS SOMMES *libéraux*

La liberté est le premier mot de notre devise. Elle est au cœur de notre identité nationale, héritée de la Révolution, inscrite dans notre histoire et dans ce qui fait que nous sommes Français. Elle traduit la volonté profonde de nos concitoyens d'être maîtres de leurs vies.

Pour que cette liberté ne reste pas une promesse abstraite, notre pays a construit après 1945 un modèle économique et social qui a longtemps apporté prospérité et sécurité.

Pensé dans l'urgence de la reconstruction, consolidé pendant les Trente Glorieuses, ce système a permis de donner à nombre d'entre nous l'accès à l'éducation, au logement, à la propriété et à la protection sociale.

Mais ce modèle n'a pas évolué au rythme des bouleversements du monde. **Ce qui était juste hier est devenu inadapté, et donc injuste aujourd'hui.** Il a été conçu à une époque où la pauvreté touchait principalement les personnes âgées, où les carrières étaient stables, où le logement était accessible, où la fiscalité pesait moins lourd.

La réalité de 2026 est tout autre. Le chômage des jeunes est deux fois supérieur à la moyenne nationale, beaucoup sortent de l'université sans emploi ni perspectives et des secteurs essentiels manquent cruellement de main-d'œuvre. **Les salaires des actifs n'augmentent plus, la fiscalité, devenue trop lourde et trop complexe, décourage l'initiative.** L'école, qui devait transmettre des savoirs solides et un cadre de vie sécurisé, peine à remplir ses missions. Les aides sociales, empilées au fil des décennies, manquent de lisibilité. Les entreprises, étouffées par les taxes et les normes, s'épuisent dans des tâches administratives.

Il faut donc refonder ce modèle pour poursuivre quelques objectifs : garantir un emploi pour tous les jeunes, faire en sorte que le travail paye de nouveau, redonner à l'école sa mission première, alléger la fiscalité des entreprises.

Nous voulons un emploi stable pour tous les jeunes

- **Orienter les jeunes vers des formations qui mènent à l'emploi**, en fermant les filières sans débouchés et en développant la sélection à l'entrée des formations pour concentrer les financements sur les filières qui offrent de réelles chances d'insertion professionnelle.
- **Renforcer les moyens de l'orientation** pour offrir à chacun une vision claire des métiers qui recrutent et permettre une meilleure personnalisation grâce à l'IA.
- **Rendre obligatoire 50 % de stage ou alternance** à l'université pour assurer l'insertion des étudiants.
- **Créer un CDI Jeunes avec des cotisations régressives** pour les entreprises qui recrutent des jeunes dans des emplois stables.

Nous voulons que le travail paye mieux

- **Etablir un nouvel accord fiscal avec les actifs** : moins d'aides, moins de charges, pour un salaire net plus élevé.
- **Territorialiser le SMIC** pour l'adapter aux réalités locales.
- **Créer une allocation unique,** simplifiée et toujours inférieure au revenu du travail.

Nous voulons une école qui transmet, émancipe, et garantit la sécurité de ses enfants

- **Généraliser les dispositifs de soutien scolaire** pour que tous les élèves soient accompagnés de manière équitable.
- **Donner plus de liberté aux écoles et aux chefs d'établissement** pour qu'ils puissent recruter leurs équipes et adapter le fonctionnement de l'école aux besoins des élèves et aux spécificités des territoires.
- **Engager la responsabilité des parents d'enfants harceleurs** pour renforcer la lutte contre le harcèlement scolaire et faire de l'école un sanctuaire pour les enfants.

Nous voulons baisser les impôts sur les entreprises

- **Simplifier notre fiscalité** en passant de 380 dispositifs fiscaux pesant sur les entreprises à 10.
- **Conclure un accord fiscal avec les entreprises** en réduisant de 50 milliards d'euros les aides et d'autant les prélèvements sur les entreprises.
- **À terme, alléger progressivement la pression fiscale.**

NOUS SOMMES *écolos*

Les conséquences des activités humaines sur l'environnement sont indéniables. Les sécheresses et les inondations se multiplient, l'air pollué fragilise la santé et provoque de l'asthme chez les enfants, les mers et les rivières sont saturées de plastique, la biodiversité s'effondre. Chacun voit bien que nous ne pouvons plus vivre comme avant.

La prise de conscience a eu lieu, la France et l'Europe règlementent depuis cinquante ans les questions environnementales, mais difficile de considérer que cette approche fonctionne. Les entreprises, qui devraient être au cœur de la transition, se trouvent piégées dans un système fragmenté et bureaucratique. Les labels se contredisent, les référentiels se superposent, et les efforts réels ne sont pas valorisés. L'agriculture, elle, est fragilisée par des règles incohérentes qui minent sa compétitivité sans améliorer sa résilience ou nous protéger des produits importés qui ne les respectent pas.

Pour les Français, l'écologie devrait être synonyme de vie meilleure. Ils veulent qu'on protège nos terres pour avoir accès à une alimentation saine, ils veulent vivre dans un pays où l'air est pur et ne rend pas les enfants malades, où les littoraux sont propres, où l'eau courante n'est pas polluée.

Face au changement climatique, la France souffre aussi d'un retard stratégique. L'adaptation reste un mot creux alors que les sécheresses, les inondations et les événements extrêmes se multiplient. Nos Outre-mer, en première ligne et dotés d'atouts uniques, ne sont pas mobilisés à la hauteur de leur rôle écologique et géopolitique.

Nous croyons à la sobriété, quand elle est choisie et rend la vie plus simple. **Mais nous refusons la décroissance comme projet** et les politiques punitives comme moyen. De ces convictions découlent nos propositions pour une France plus verte et plus résiliente.

Nous voulons faire de la France un paradis fiscal pour les entreprises vertueuses

- **Réunir en un crédit d'impôt unique toutes les aides à la transition** et à **la décarbonation** pour un système plus efficace et plus lisible, notamment pour les petites et moyennes entreprises.
- **Créer un outil simple pour mesurer l'impact environnemental** des entreprises et favoriser celles qui ont de bons résultats.
- **Expérimenter des zones agricoles à fiscalité très réduite pour rendre économiquement attractive la décarbonation** et soutenir les exploitants qui s'engagent, à horizon 10 ans, à restaurer la biodiversité et atteindre la neutralité carbone.

Nous voulons que l'écologie ne soit plus une contrainte

- **Mettre en place une véritable TVA environnementale** pour que la consommation durable devienne compétitive.
- **Faire du train le principal moyen de transport de marchandises en France,** en imposant progressivement le ferroutage (camions transportés sur des trains) et des conteneurs standardisés pour rendre la logistique plus rapide, plus propre et moins chère.
- **Créer une carte unique pour voyager partout en France**, bus, métro, TER, train, vélo, avec un seul titre de transport.
- **Rendre obligatoire le Nutri-Score pour tous les produits alimentaires et donner à chacun le moyen de choisir facilement** une alimentation saine et durable.

Nous voulons faire de l'adaptation le principe de notre politique environnementale

- **Affecter de manière pérenne une part minimale et incompressible du budget de la transition écologique à l'adaptation,** distincte des crédits de décarbonation.
- **Faire des Outre-mer des territoires pilotes de la résilience climatique** et des vitrines mondiales de la souveraineté écologique, en valorisant leur biodiversité exceptionnelle et leur rôle stratégique.

NOUS SOMMES *féministes*

En quelques décennies, des progrès immenses ont eu lieu. Les femmes se sont saisies de leurs libertés et de leurs droits, elles se sont massivement investies dans la vie professionnelle, les hommes s'impliquent davantage dans l'éducation de leurs enfants, et la société tout entière a levé le voile sur des réalités longtemps tues : les violences sexuelles, les inégalités dans la santé, les discriminations dans le travail.

Pourtant, nos institutions, nos politiques publiques et nos structures économiques sont restées figées dans un modèle ancien, pensé à une époque où les femmes travaillaient moins, où la maternité définissait trop souvent à elle seule leur place, et où les violences restaient taboues.

Nous sommes féministes. Nous assumons ce mot et nous refusons de le laisser à celles et ceux qui voudraient le dévoyer.

Être féministe, c'est vouloir faire en sorte que notre système économique, politique et social s'adapte à la nouvelle place des femmes. C'est affirmer que les femmes ne doivent plus avoir à s'excuser d'exister, d'avoir de l'ambition, de réussir. C'est exiger que l'école, l'entreprise, la justice, le système de santé et la politique cessent de fonctionner en faisant abstraction des spécificités de la moitié de l'humanité. C'est refuser le plafond de verre, les salaires inférieurs, les remarques désobligeantes.

Être féministe, ce n'est pas demander aux femmes d'agir comme des hommes, ni effacer le lien singulier qu'elles entretiennent avec la maternité. C'est reconnaître la complémentarité des sexes et le rôle des hommes dans l'histoire du monde. Reconnaître qu'ils ont parfois été, et deviennent de plus en plus souvent, des alliés indispensables. Parfois discrets, parfois en première ligne, ils ont contribué à chaque avancée décisive.

Nous portons des propositions pour que la France s'adapte à la place des femmes dans la France d'aujourd'hui afin d'atteindre une égalité réelle.

Nous voulons que les femmes vivent en sécurité

- **Supprimer les aménagements** de peine pour les auteurs de violences sexuelles.
- **Poursuivre systématiquement les personnes coupables de non-dénonciation** de violences sexuelles.
- **Créer 10 000 places d'accueil d'urgence supplémentaires**, spécialisées pour les femmes victimes de violences, accessibles sans plainte.

Nous voulons un système de santé adapté aux femmes

- **Structurer un parcours de santé spécifique, coordonné à chaque étape de la vie** : adolescence, contraception, maternité, ménopause...
- **Labelliser des centres experts** et assurer une formation obligatoire des soignants aux spécificités féminines.

Nous voulons une politique familiale renforcée qui s'adapte à la réalité des familles et soulage les femmes

- **Allonger le congé maternité et mieux rémunérer le congé parental.**
- **Attribuer une part fiscale** dès le premier enfant.
- **Donner la priorité aux actifs et aux familles mono-parentales pour l'accès aux places en crèche**.

NOUS SOMMES *souverainistes*

Nous assumons le mot de souveraineté et refusons de le laisser à ceux qui l'associent à l'isolationnisme ou au nationalisme revanchard. Être souverainiste, c'est vouloir que la France soit maîtresse de son destin, capable de décider pour elle-même et de défendre son rang.

Nous savons que la souveraineté n'existe jamais seule : elle s'appuie sur des alliances, des coopérations et des organisations communes qui renforcent notre capacité à agir. C'est tout le sens de notre histoire européenne et des liens profonds que nous avons tissés avec nos voisins. **Nous croyons à une Europe respectueuse des Nations et des identités,** additionnant les forces de chaque peuple et se faisant outil de puissance face aux géants mondiaux.

La souveraineté a deux dimensions indissociables**. La souveraineté interne,** c'est à dire la capacité de l'État à s'imposer sur son territoire, à faire respecter la loi, gérer ses frontières, garantir la justice et la sécurité. **La souveraineté externe,** c'est l'indépendance vis-à-vis de l'extérieur, l'absence de soumission à une autre puissance. Elle implique de maîtriser nos technologies, protéger notre économie, sécuriser nos approvisionnements, valoriser nos territoires partout sur la planète.

Aujourd'hui, la France perd du terrain sur les deux fronts. À l'intérieur, l'immigration est subie et non choisie, la justice manque de moyens, l'autorité de l'État est contestée. Trop souvent, les enfants et les plus vulnérables restent sans protection. À l'extérieur, nous dépendons de puissances étrangères pour nos technologies, nos ressources critiques ou nos infrastructures.

Être souverainiste, c'est vouloir une France forte à l'intérieur, indépendante à l'extérieur, intransigeante avec ceux qui la menacent. C'est vouloir une France grande, capable de protéger ses enfants, de défendre ses frontières et de projeter sa puissance dans le monde.

Nous voulons restaurer l'autorité de l'Etat

- **Choisir une immigration entièrement fondée sur le travail** et des quotas sectoriels.
- **Signer des pactes pénitentiaires avec les collectivités** volontaires afin de construire rapidement de nouvelles places de prison en échange de contreparties locales.
- **Rétablir la double peine pour les délinquants étrangers** afin que toute condamnation soit suivie d'une expulsion.
- **Augmenter significativement le budget de la justice** et recruter massivement des juges pour réduire l'impunité et accélérer les procédures.

Nous voulons que la France protège réellement les plus faibles

- **Recentraliser l'aide sociale à l'enfance** afin de garantir une protection identique pour chaque enfant sur tout le territoire.
- **Étendre l'application de la loi de 2004 sur la laïcité et le port de signes religieux à l'école à l'ensemble les lieux publics** ou financés par de l'argent publics accueillant des enfants comme les colonies et les conservatoires.
- **Créer une brigade numérique anti-pédocriminalité** composée de 500 cyber-enquêteurs dédiés à la traque des prédateurs en ligne.

Nous voulons faire de l'Europe un outil de puissance

- **Imposer un Buy European Act** afin de réserver les marchés publics stratégiques aux entreprises européennes.
- **Déployer une stratégie d'indépendance numérique** en lien avec nos partenaires européens, pour garantir une maîtrise technologique indépendante des géants étrangers.

Nous voulons une politique internationale au service de nos intérêts

- **Transformer l'Agence Française de Développement en un outil de puissance géopolitique** qui finance en priorité les projets qui renforcent notre influence et nos entreprises.
- **Bâtir une stratégie nationale des métaux critiques** qui reposera sur l'exploitation de nos ressources, le recyclage et la sécurisation des approvisionnements à l'international.
- **Développer l'intelligence économique ultramarine** pour faire des Outre-mer la vitrine de notre souveraineté maritime, écologique et géopolitique.

NOUS SOMMES

libéraux
écolos
féministes
souverainistes

FIERS D'ÊTRE FRANÇAIS

JEUNES HORIZONS